



Gaza : halte au massacre !

À la date du 23 octobre, dix-sept jours de bombardements israéliens sur la bande de Gaza ont ôté la vie à 5 087 de ses habitants, dont 2 055 enfants.

Des dizaines de milliers de blessés s'entassent dans des hôpitaux, du moins dans ceux qui n'ont pas été bombardés.

50 000 femmes enceintes sont privées de tout accès aux soins de base.

Plus d'un million d'habitants de la ville de Gaza (au nord de la bande de Gaza) ont fui vers le sud de ce minuscule territoire de 360 kilomètres carrés placé sous blocus total.

La population est privée d'eau, d'électricité, de vivres et de carburant.

Une intervention terrestre de l'armée israélienne peut avoir lieu à tout moment.

Et ce ne sont pas quelques camions d'aide humanitaire qui feront la différence : selon l'ONU, ils représentent à peine 5 % des besoins quotidiens de plus de deux millions d'habitants de Gaza.

Il n'y a rien d'« humanitaire » là-dedans. Pendant ce temps... le massacre se poursuit à Gaza.

Celui perpétré le 7 octobre par le Hamas contre des centaines de civils israéliens est assurément condamnable. Mais en quoi peut-il justifier le massacre qui se poursuit chaque jour et chaque nuit à Gaza ?

N'est-il pas scandaleux d'entendre Macron, le 24 octobre dans sa conférence de presse avec Netanyahu, en appeler à « *bâtir une coalition régionale et internationale pour lutter contre les groupes terroristes qui nous menacent tous* », c'est-à-dire à engager la France dans la guerre au Moyen-Orient ?

Et comment comprendre qu'à l'Assemblée nationale l'ensemble des députés de droite et de « gauche » applaudissent à tout rompre au discours du député macroniste Bourlanges qui appelle à « *rendre hommage au courage du président Biden* » et évoque la « *contre-attaque légitime* » du gouvernement israélien à Gaza ?

L'heure est grave.

Rien ne peut justifier que se poursuive un jour de plus le massacre de Gaza.

Rien ne peut justifier que les véritables partisans de la paix ne s'unissent pas pour exiger :

Arrêt immédiat des bombardements !

Levée du blocus !

Non à l'intervention terrestre !

Prenez contact avec le POID. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : poidemocratique@gmail.com ou à POID, 67 avenue Faïdherbe, 93100 Montreuil.